



Quo Vadis Lëtzebuerg ?

Réaction de l'UEL à la déclaration de politique générale sur l'état de la Nation, présentée par le Premier ministre Jean-Claude JUNCKER le mercredi 05 mai 2010 à la Chambre des Députés

Alors qu'il y a consensus sur la gravité exceptionnelle de la crise, le Gouvernement n'en tire pas les conséquences.

Le résultat des mesures proposées augmente le coût du travail, les charges des entreprises, les impôts, gonfle l'inflation et réduit la croissance, la création d'entreprise et se répercute négativement sur l'emploi. Donc, ces mesures produiront l'effet inverse de ce qui était le but affiché de la Tripartite, à savoir améliorer durablement la compétitivité des entreprises, préalable indispensables à l'assainissement des finances publiques et au rétablissement du marché de l'emploi.

Il n'y a aucune raison de retarder les mesures structurelles nécessaires car l'analyse est faite depuis longtemps chez nous et ailleurs en Europe.

Le paquet proposé réduit l'attractivité du Luxembourg pour les investisseurs étrangers, diminue l'investissement résident et incitera à l'externalisation accrue des activités économiques.

UEL, le 6 mai 2010

www.uel.lu

L'UEL regroupe les organisations suivantes :

Association des Banques et Banquiers, Luxembourg · Association des Compagnies d'Assurances · Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg · Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg · Confédération Luxembourgeoise du Commerce · Fédération des Artisans · Fedil – Business Federation Luxembourg · Fédération Nationale des Hôteliers, Restaurateurs et Cafetiers